

 **Vite dit****← Transport de  
marchandise vendu aux  
fonds de pension**

En vendant sa filiale Ermewa détenue à 100% aux enchères, **la SNCF tourne le dos au développement du FRET** ferroviaire.

Ermewa, 2<sup>ème</sup> groupe européen de location de wagons et leader mondial de la location de conteneurs-citernes, vient d'être vendu aux enchères à deux fonds de pension allemand et québécois pour 3,2 milliards d'euros.

Le groupe possède une flotte diversifiée de 40.000 wagons et de 60.000 conteneurs-citernes.

Les cheminots CGT, opposés à cette vente, continueront d'exiger le retour des filiales au sein de la SNCF.

**← Blanquer débouté**

On se souvient de ces quatre enseignants des Deux-Sèvres qui avaient été sanctionnés pour avoir contesté la réforme du bac en janvier 2020.

Le 22 décembre 2020, le Tribunal administratif de Poitiers avait suspendu la mutation de force de Sylvie Contini décidée par le rectorat.

**C'était sans compter sur l'acharnement du ministre. Mais le Conseil d'état vient de lui refuser, le 12 avril, son pourvoi en cassation.**

**Si tout est loin d'être terminé, c'est une nouvelle gifle pour le ministre.**

**Des raisons d'espérer et de lutter !**

Un syndiqué retraité m'a écrit cette semaine *« je n'ai plus grand espoir de faire changer le monde et j'ai perdu toutes illusions »*.

Il est vrai que **les politiques antisociales que nous subissons depuis des années peuvent affaiblir notre espoir** : casse des services publics, du code du travail, de nos régimes de retraites, de l'assurance chômage, pertes de pouvoir d'achat... alors que dans le même temps **les plus nantis croulent sous les cadeaux** : suppression de l'ISF, baisse de la fiscalité sur les entreprises, création du Prélèvement Forfaitaire Unique,... sans oublier l'envol des cours de la bourse.

Nous savons que pour **imposer une inversion de cette tendance, nous avons besoin d'une forte et large mobilisation des salariés** (actifs, retraités et privés d'emploi) et aussi des catégories sociales qui subissent le diktat des multinationales et de leurs servants.

Une mobilisation difficile, pour diverses raisons, que la crise sanitaire n'a pas facilitée.

**Mais si le « monde du travail » peine à se retrouver dans la lutte, quelque soit sa forme, nous avons des raisons d'espérer.**

Alors que les tenants du pouvoir, fort bien relayés par les grands médias, font tout pour réduire le débat public aux questions relevant de la sécurité, de l'immigration... un sondage de l'IFOP, réalisé les 4 et 5 mai, nous montre où se situent les préoccupations des français.

**C'est ainsi que 93% des sondés sont favorables à l'instauration d'un grand plan d'investissement dans les services publics. Ils sont encore 92% pour la baisse de la TVA sur les produits de la vie courante, 91% pour le contrôle des aides aux entreprises, 81% pour augmenter le SMIC de 250 euros, 78% pour rétablir l'ISF...**

Certes ce sondage, pas plus que l'hirondelle, ne fera le printemps, mais il nous démontre que **les attentes de mesures sociales n'ont pas disparues**, bien au contraire.

**Reste à savoir comment nous pouvons favoriser leur expression sous des formes plus revendicatives et plus combatives.**

**C'est tout le travail auquel nous devons nous atteler.**

S.D

Notre camarade, Jean-Michel Joubier, nous a quittés prématurément en ce mois de mai. Retraité d'Educ'action, il participait régulièrement à nos Assemblées Générales ainsi qu'à la C.E de l'Union Locale où il nous a fait profiter de ses analyses et de ses réflexions très pertinentes.

## Vite dit

### ◀ **Jackpot pour les milliardaires**

Le patrimoine des milliardaires français a augmenté de 439% en 10 ans !!!

Un chiffre à rapprocher des hausses constatées dans les grandes puissances libérales selon un rapport de la banque suisse UBS.



Graphique publié par l'Obs le 3/052021

Bernard Arnault, 3<sup>ème</sup> homme le plus riche du monde, dispose d'un patrimoine de 103 milliards d'euros soit l'équivalent de 7.000.000 d'années de SMIC.

### ◀ **Elections TPE**

En progression par rapport au dernier scrutin, la CGT arrive largement en tête dans les élections des TPE.

Ainsi, les salariés des TPE ont choisi un syndicalisme de proposition, de contestation, de revendication, de lutte et de négociation.

Une ombre au tableau : la très faible participation due notamment au gouvernement qui n'a pas été à la hauteur des enjeux de cette élection.

### ◀ **Des actionnaires choqués**

Du fait de la pandémie, les entreprises du CAC 40 ont vu leurs bénéfices tomber à 36,9 milliards d'euros en 2020.

Mais pas question de répercuter la note sur les actionnaires qui devraient encaisser 51 milliards, soit 140% des bénéfices.

## **POUR UNE JUSTE FISCALITE**

Joe Biden inquiète les libéraux de tout poil. Le président américain veut en effet augmenter le taux de fiscalité sur les entreprises avec un taux minimum de 21% au niveau de la planète et relever l'impôt des plus riches.

Rien de bien révolutionnaire dans ces mesures bien qu'en rupture avec celles de son prédécesseur et à l'opposé de celles prises par Macron qui n'a eu de cesse, depuis son arrivée au pouvoir, de réduire l'impôt des plus nantis et de faire des cadeaux aux entreprises.

### **Pour mémoire, quelques mesures prises depuis 2017 :**

- suppression de l'ISF
- création d'un taux unique sur les revenus du capital à 12,8% (Prélèvement Forfaitaire Unique –PFU - encore appelé Flat Tax) auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2%

Selon une étude faite par « l'Observatoire Français des conjonctures économiques » les mesures Macron ont surtout profité aux 5% des ménages les plus aisés.

Concernant les entreprises, rappelons que l'objectif du président est de ramener le taux d'imposition de 33,3% en 2017 à 25% en 2022 (ce taux était de 50% en 1985).

Des mesures différenciées ont déjà été prises dans ce sens (26,5% pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 250 millions et 27,5% pour les autres).

Une autre mesure phare qui a marqué le quinquennat est la pérennisation des 20 milliards annuels du CICE remplacé depuis 2019 par un « allègement » des cotisations sociales patronales.

Une mesure totalement inefficace pour favoriser l'emploi, une grande partie des 20 milliards allant grossir les dividendes.

Dans le même temps, des aides aux plus démunis étaient réduites ou bloquées : APL, allocation aux adultes handicapés, RSA... sans oublier le gel des pensions ou du SMIC qui n'a jamais eu droit à un coup de pouce...

### **De quelle fiscalité avons-nous besoin ?**

Tout d'abord, il faut rappeler que l'impôt est indispensable pour financer nos services publics : éducation, santé, environnement, justice... Ainsi si l'éducation était privatisée demain, la fiscalité diminuerait mais les dépenses d'éducation ne disparaîtraient pas pour autant. Elles seraient simplement transférées sur les budgets des ménages. Il s'agit donc de définir le bon niveau de nos services publics et de décider de la répartition de l'impôt qui devrait permettre de réduire les inégalités.

### **Quelles mesures fiscales faut-il prendre ?**

- s'attaquer à la fraude fiscale (80 milliards d'euros par an)
- éradiquer les paradis fiscaux
- donner plus de poids à l'impôt sur le revenu avec plus de progressivité
- rétablir un impôt ambitieux sur la fortune et plus progressif que l'ancien
- réduire les niches fiscales
- baisser les taxes indirectes et la TVA qui frappent surtout les foyers les plus démunis (un foyer ayant un revenu annuel de 100.000 euros consacre 6,3% à la TVA contre 10,6% pour un foyer disposant d'un revenu de 20.000 euros)
- moduler l'impôt des entreprises en prenant en compte notamment leur politique de l'emploi
- supprimer le PFU